Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

►**B** **RÈGLEMENT (CE) Nº 2058/96 DE LA COMMISSION**

du 28 octobre 1996

relatif à l'ouverture et à la gestion d'un contingent tarifaire de brisures de riz, relevant du code NC 1006 40 00, pour la production de préparations alimentaires du code NC 1901 10

(JO L 276 du 29.10.1996, p. 7)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
►**M1**	Règlement (CE) nº 1950/2005 de la Commission du 28 novembre 2005	L 312	18	29.11.2005
►**M2**	Règlement (CE) nº 1996/2006 de la Commission du 22 décembre 2006	L 398	1	30.12.2006
►**M3**	Règlement (CE) nº 2019/2006 de la Commission du 21 décembre 2006	L 384	48	29.12.2006

NB: Cette version consolidée contient des références à l'unité de compte européenne et/ou à l'écu. Les deux doivent être entendues, depuis le 1er janvier 1999 comme des références à l'euro — Règlement (CEE) nº 3308/80 du Conseil (JO L 345 du 20.12.1980, p. 1) et règlement (CE) nº 1103/97 du Conseil (JO L 162 du 19.6.1997, p. 1).

▼B

RÈGLEMENT (CE) Nº 2058/96 DE LA COMMISSION

du 28 octobre 1996

relatif à l'ouverture et à la gestion d'un contingent tarifaire de brisures de riz, relevant du code NC 1006 40 00, pour la production de préparations alimentaires du code NC 1901 10

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) nº 1095/96 du Conseil, du 18 juin 1996, concernant la mise en œuvre des concessions figurant sur la liste CXL établie à la suite de la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV:6 du GATT ([1]), et notamment son article 1er,

considérant que parmi les concessions précitées figure un contingent tarifaire de 1 000 tonnes de brisures de riz à droit de douane zéro, relevant du code NC 1006 40 00, pouvant être importées annuellement, pour la production de préparations alimentaires du code NC 1901 10;

considérant que, en vue d'assurer une bonne gestion administrative du régime précité, des modalités particulières en matière de dépôt des demandes et de délivrance des certificats doivent être arrêtées; que ces modalités sont soit complémentaires, soit dérogatoires aux dispositions du règlement (CEE) nº 3719/88 de la Commission ([2]), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2137/ 95 ([3]);

considérant qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions particulières afin de garantir que les brisures de riz importées ne soient pas détournées des utilisations prévues; qu'il y a lieu, à cette fin, de subordonner le bénéfice de l'exemption des droits de douane notamment à un engagement de l'importateur attestant l'utilisation projetée et à la constitution d'une garantie d'un montant égal au droit de douane non perçu; que la fixation d'un délai raisonnable de transformation est nécessaire pour une gestion suivie du régime en cause; que l'expédition des marchandises donne lieu à l'établissement dans l'État membre de mise en libre pratique d'un exemplaire de contrôle T 5, conformément aux modalités définies dans le règlement (CEE) nº 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire ([4]), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 1676/96 ([5]), qui constitue l'instrument approprié pour apporter la preuve de la transformation; que, lorsque la transformation a lieu dans l'État membre de mise en libre pratique, la preuve de la transformation peut être apportée au moyen d'un document national équivalent;

considérant que, bien que la garantie soit constituée pour assurer le paiement d'une dette douanière à l'importation qui viendrait à naître, il est opportun d'introduire une certaine flexibilité en ce qui concerne la libération de cette garantie;

considérant qu'il y a lieu d'indiquer que les dispositions du règlement (CE) nº 1162/95 de la Commission, du 23 mai 1995, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur des céréales et du riz ([6]), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 1527/96 ([7]), s'appliquent dans le cadre du présent règlement;

([1]) JO nº L 146 du 20.6.1996, p. 1.
([2]) JO nº L 331 du 2.12.1988, p. 1.
([3]) JO nº L 214 du 8.9.1995, p. 21.
([4]) JO nº L 253 du 11.10.1993, p. 1.
([5]) JO nº L 218 du 28.8.1996, p. 1.
([6]) JO nº L 117 du 24.5.1995, p. 2.
([7]) JO nº L 190 du 31.7.1996, p. 23.

▼B

considérant que, en vue d'assurer une gestion efficace du régime prévu, il convient de prévoir que la garantie relative aux certificats d'importation dans le cadre dudit régime soit fixée à 25 écus par tonne;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Un contingent tarifaire annuel à droit de douane zéro de 1 000 tonnes de brisures de riz, relevant du code NC 1006 40 00, et destiné à être utilisé pour la production de préparations alimentaires du code NC 1901 10, est ouvert selon les dispositions du présent règlement.

▼M3

Le contingent porte le numéro d'ordre 09.4079.

Les règlements (CE) nº 1291/2000 de la Commission ([1]), (CE) nº 1342/2003 de la Commission ([2]) et (CE) nº 1301/2006 de la Commission ([3]) s'appliquent sauf dispositions contraires prévues au présent règlement.

▼B

Article 2

1. La demande de certificat d'importation porte sur une quantité égale à 5 tonnes au moins et à 500 tonnes au plus de brisures de riz.

▼M3

Les demandes de certificats d'importation sont déposées auprès des autorités compétentes des États membres chaque semaine, au plus tard le lundi à 13 heures, heure de Bruxelles. Toutefois, pour l'année 2007, la période de dépôt des premières demandes ne commence à courir qu'à partir du premier jour ouvrable de l'année 2007 et se termine au plus tard le 8 janvier 2007 et le premier lundi concerné par la transmission des demandes de certificats d'importation à la Commission, conformément à l'article 4 point a), est le lundi 8 janvier 2007.

2. Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1 du (CE) nº 1301/2006, le demandeur peut présenter plus d'une demande de certificat par période contingentaire. Toutefois, le demandeur ne peut présenter qu'une seule demande de certificat par semaine.

▼B

3. Dans la case 7 de la demande de certificat et du certificat d'importation, le pays de provenance est indiqué et la mention «oui» est marquée d'une croix.

4. La demande de certificat et le certificat d'importation comportent:

▼M1

a) dans la case 20, l'une des mentions figurant à l'annexe I;

b) dans la case 24, l'une des mentions figurant à l'annexe II.

▼B

5. Par dérogation à l'article 10 du règlement (CE) nº 1162/95, le montant de la garantie relatif aux certificats d'importation prévus par le présent règlement est de 25 écus par tonne.

([1]) JO L 152 du 24.6.2000, p. 1.
([2]) JO L 189 du 29.7.2003, p. 12.
([3]) JO L 238 du 1.9.2006, p. 13.

▼M3

Article 3

1. Lorsque les quantités demandées au cours d'une semaine dépassent la quantité disponible du contingent, la Commission fixe, au plus tard le quatrième jour ouvrable suivant le dernier jour de dépôt des demandes pour ladite semaine, un coefficient d'attribution des quantités demandées au cours de celle-ci, rejette les demandes présentées au titre des semaines suivantes et interrompt la délivrance des certificats d'importation jusqu'à la fin de l'année en cours.

Lorsque le coefficient d'attribution visé au premier alinéa aboutit à une ou plusieurs quantités inférieures à 20 tonnes par demande, l'attribution de la totalité de ces quantités est opérée par l'État membre par voie de tirage au sort parmi les opérateurs concernés par lot de 20 tonnes, augmenté de la quantité résiduelle répartie de manière égale entre les lots de 20 tonnes. Toutefois, dans le cas où l'addition des quantités inférieures à 20 tonnes ne permettrait même pas la constitution d'un lot de 20 tonnes, l'attribution de la quantité résiduelle est répartie par l'État membre de manière égale entre les opérateurs dont le certificat est supérieur ou égal à 20 tonnes.

Si suite à l'application du deuxième alinéa la quantité pour laquelle le certificat doit être délivré est inférieure à 20 tonnes, la demande de certificat peut être retirée par l'opérateur dans un délai de deux jours ouvrables à partir de la date d'entrée en vigueur du règlement fixant le coefficient d'attribution.

2. Le certificat d'importation est délivré le huitième jour ouvrable suivant la date limite de communication des demandes de certificat d'importation à la Commission visé à l'article 4, point a).

Article 4

Les États membres communiquent à la Commission, par voie électronique:

a) le dernier jour du dépôt des demandes de certificats, au plus tard à 18 heures, heure de Bruxelles, les informations relatives aux demandes de certificats d'importation, visées à l'article 11, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) nº 1301/2006, avec une ventilation par code NC à huit chiffres et par pays d'origine des quantités sur lesquelles portent ces demandes;

b) au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant la délivrance des certificats d'importation les informations relatives aux certificats délivrés, visées à l'article 11, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) nº 1301/2006, avec une ventilation par code NC à huit chiffres et par pays d'origine des quantités pour lesquelles les certificats d'importation ont été délivrés;

c) au plus tard le dernier jour de chaque mois les quantités totales effectivement mises en libre pratique en application de ce contingent au cours de l'antépénultième mois, ventilées par code NC à huit chiffres et par pays d'origine. Si aucune mise en libre pratique n'est intervenue au cours de la période, une communication «néant» est envoyée.

▼B

Article 5

1. Le bénéfice de l'exemption du droit de douane est subordonné à:

a) l'engagement écrit de l'importateur, souscrit lors de la mise en libre pratique, que la totalité de la marchandise déclarée sera transformée conformément aux indications reprises dans la case 20 du certificat dans un délai de six mois à partir de la date d'acceptation de la déclaration de mise en libre pratique;

▼B

b) la constitution par l'importateur, lors de la mise en libre pratique, d'une garantie d'un montant égal au droit de douane pour les brisures de riz ►M3 fixé à l'article 11 *quinquies* du règlement (CE) nº 1785/2003 du Conseil [1]. ◄

2. Lors de la mise en libre pratique, l'importateur indique comme lieu de transformation soit le nom d'une firme de transformation et d'un État membre, soit, au maximum, cinq usines de transformation différentes. L'expédition des marchandises donne lieu à l'établissement dans l'État membre du départ d'un exemplaire de contrôle T 5 qui, conformément aux modalités définies au règlement (CEE) nº 2454/93, sert également comme preuve de la transformation.

Toutefois, lorsque la transformation a lieu dans l'État membre de mise en libre pratique, la preuve de la transformation peut être apportée au moyen d'un document national équivalent.

3. L'exemplaire de contrôle T 5 doit comporter:

▼M1

a) dans la case 104, l'une des mentions figurant à l'annexe III;

b) dans la case 107, l'une des mentions figurant à l'annexe IV.

▼B

4. Sauf cas de force majeure, la garantie visée au paragraphe 1 point b) est libérée lorsque l'importateur apporte la preuve aux autorités compétentes de l'État membre de mise en libre pratique que la totalité des quantités mises en libre pratique a été transformée en produit mentionné dans le certificat d'importation. Cette transformation est réputée avoir eu lieu lorsque, dans le délai visé au paragraphe 1 point a), le produit a été fabriqué soit dans une ou plusieurs des usines appartenant à la firme visée à l'article 5 paragraphe 2 et situées dans l'État membre y indiqué, soit dans l'usine ou l'une des usines visées à la même disposition.

Pour les marchandises mises en libre pratique qui n'ont pas été transformées dans le délai précité, la garantie à libérer est diminuée de 2 % par jour de dépassement.

5. La preuve de la transformation est apportée aux autorités compétentes dans les six mois qui suivent la fin du délai de transformation.

Si la preuve n'est pas fournie dans le délai fixé au présent paragraphe, la garantie visée au paragraphe 1 point b), éventuellement diminuée du pourcentage prévu au paragraphe 4 deuxième alinéa, est diminuée de 2 % par jour de dépassement.

Le montant de la garantie qui n'est pas libérée reste acquis à titre de droits de douane.

Article 6

1. Par dérogation à l'article 8 paragraphe 4 du règlement (CEE) nº 3719/88, la quantité mise en libre pratique ne peut être supérieure à celle indiquée dans les cases 17 et 18 du certificat d'importation. Le chiffre «0» est inscrit à cet effet dans la case 19 dudit certificat.

▼M3

—————

▼B

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

—————

([1]) JO L 270 du 21.10.2003, p. 96.

▼M2

ANNEXE I

Mentions visées à l'article 2, paragraphe 4, point a)

— *en bulgare*: Натрошен ориз с код по КН 1006 40 00, предназначен за производство на хранителни заготовки с код по КН 1901 10

— *en espagnol*: Partidos de arroz, del código NC 1006 40 00, destinados a la producción de preparaciones alimenticias del código NC 1901 10

— *en tchèque*: Zlomková rýže kódu KN 1006 40 00 pro výrobu potravinových přípravků kódu KN 1901 10

— *en danois*: Brudris, henhørende under KN-kode 1006 40 00, bestemt til fremstilling af tilberedte næringsmidler, henhørende under KN-kode 1901 10

— *en allemand*: Bruchreis des KN-Codes 1006 40 00, bestimmt zur Herstellung von Lebensmittelzubereitungen des KN-Codes 1901 10

— *en estonien*: CN-koodi 1006 40 00 alla kuuluv purustatud riis CN-koodi 1901 10 alla kuuluvate toiduainete tootmiseks

— *en grec*: Θραύσματα ρυζιού υπαγόμενα στον κωδικό ΣΟ 1006 40 00, που προορίζονται για την παραγωγή παρασκευασμάτων διατροφής του κωδικού ΣΟ 1901 10

— *en anglais*: Broken rice of CN code 1006 40 00 for production of food preparations of CN code 1901 10

— *en français*: Brisures de riz, relevant du code NC 1006 40 00, destinées à la production de préparations alimentaires du code NC 1901 10

— *en italien*: Rotture di riso, di cui al codice NC 1006 40 00, destinate alla produzione di preparazioni alimentari del codice NC 1901 10

— *en letton*: Šķeltie rīsi, uz kuriem attiecas KN kods 1006 40 00, kas paredzēti to pārtikas produktu ražošanai, uz kuriem attiecas KN kods 1901 10

— *en lituanien*: KN kodu 1006 40 00 klasifikuojami skaldyti ryžiai, skirti KN kodu 1901 10 klasifikuojamų maisto produktų gamybai

— *en hongrois*: A 1901 10 KN-kód alá tartozó élelmiszerkészítmények előállítására szánt, a 1006 40 00 KN-kód alá tartozó törmelékrizs

— *en maltais*: Ross miksur tal-kodiċi NK 1006 40 00 għall-produzzjoni ta' preparazzjonijiet alimentari tal-kodiċi NK 1901 10

— *en néerlandais*: Breukrijst van GN-code 1006 40 00, voor de produktie van voor voeding bestemde bereidingen van GN-code 1901 10

— *en polonais*: Ryż łamany objęty kodem NC 1006 40 00 do produkcji przetworów spożywczych objętych kodem NC 1901 10

— *en portugais*: Trincas de arroz do código NC 1006 40 00, destinadas à produção de preparações alimentares do código NC 1901 10

— *en roumain*: brizură de orez având codul NC 1006 40 00 destinat producției de preparate alimentare având codul NC 1901 10

— *en slovaque*: Zlomková ryža spadajúca do kódu KN 1006 40 00 na výrobu potravinových prípravkov spadajúcich do kódu KN 1901 10

— *en slovène*: Lomljen riž z oznako KN 1006 40 00 za proizvodnjo živilskih izdelkov z oznako KN 1901 10

— *en finnois*: CN-koodiin 1006 40 00 kuuluvat rikkoutuneet riisinjyvät CN-koodiin 1901 10 kuuluvien elintarvikevalmisteiden valmistamiseksi

— *en suédois*: Brutet ris som omfattas av KN-nummer 1006 40 00, avsett för produktion av livsmedelsberedningar som omfattas av KN-nummer 1901 10.

▼**M2**

ANNEXE II

Mentions visées à l'article 2, paragraphe 4, point b)

— *en bulgare*: Освободено от мито [Регламент (ЕО) № 2058/96]

— *en espagnol*: Exención del derecho de aduana [Reglamento (CE) nº 2058/96]

— *en tchèque*: Osvobozeno od cla (nařízení (ES) č. 2058/96)

— *en danois*: Toldfri (Forordning (EF) nr. 2058/96)

— *en allemand*: Zollfrei (Verordnung (EG) Nr. 2058/96)

— *en estonien*: Tollimaksuvaba (Määrus (EÜ) nr 2058/96)

— *en grec*: Απαλλαγή δασμού [κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 2058/96]

— *en anglais*: Free of customs duty (Regulation (EC) Nº 2058/96)

— *en français*: Exemption du droit de douane [règlement (CE) nº 2058/96]

— *en italien*: Esenzione dal dazio doganale [Regolamento (CE) n. 2058/96]

— *en letton*: Atbrīvots no muitas nodokļa (Regula (EK) Nr. 2058/96)

— *en lituanien*: Muitas netaikomas (Reglamentas (EB) Nr. 2058/96)

— *en hongrois*: Vámmentes (2058/96/EK rendelet)

— *en maltais*: Eżenti mid-dazju doganali (Regolament (KE) Nru 2058/96)

— *en néerlandais*: Vrijgesteld van douanerecht (Verordening (EG) nr. 2058/96)

— *en polonais*: Wolne od opłat celnych (rozporządzenie (WE) nr 2058/96)

— *en portugais*: Isenção de direito aduaneiro [Regulamento (CE) n.º 2058/96]

— *en roumain*: Scutit de drepturi vamale [Regulamentul (CE) nr. 2058/96]

— *en slovaque*: Oslobodené od cla (nariadenie (ES) č. 2058/96)

— *en slovène*: Carine prosto (Uredba (ES) št. 2058/96)

— *en finnois*: Tullivapaa (asetuksen (EY) N:o 2058/96)

— *en suédois*: Tullfri (Förordning (EG) nr 2058/96).

▼M2

ANNEXE III

Mentions visées à l'article 5, paragraphe 3, point a)

— *en bulgare*:	Предназначени за производство на хранителни заготовки с код по КН 1901 10
— *en espagnol*:	Destinadas a la producción de preparaciones alimenticias del código NC 1901 10
— *en tchèque*:	Pro výrobu potravinových přípravků kódu KN 1901 10
— *en danois*:	Bestemt til fremstilling af tilberedte næringsmidler, henhørende under KN-kode 1901 10
— *en allemand*:	Bestimmt zur Herstellung von Lebensmittelzubereitungen des KN-Codes 1901 10
— *en estonien*:	CN-koodi 1901 10 alla kuuluvate toiduainete tootmiseks
— *en grec*:	Προορίζονται για την παραγωγή παρασκευασμάτων διατροφής του κωδικού ΣΟ 1901 10
— *en anglais*:	For production of food preparations of CN code 1901 10
— *en français*:	Destinées à la production de préparations alimentaires du code NC 1901 10
— *en italien*:	Destinate alla produzione di preparazioni alimentari del codice NC 1901 10
— *en letton*:	Paredzēti to pārtikas produktu ražošanai, uz kuriem attiecas KN kods 1901 10
— *en lituanien*:	Skirti KN kodu 1901 10 klasifikuojamų maisto produktų gamybai
— *en hongrois*:	A 1901 10 KN-kód alá tartozó élelmiszerkészítmények előállítására szánt
— *en maltais*:	Għall-produzzjoni ta' preparazzjonijiet alimentari tal-kodiċi KN 1901 10
— *en néerlandais*:	Bestemd voor de produktie van voor voeding bestemde bereidingen van GN-code 1901 10
— *en polonais*:	Do produkcji przetworów spożywczych objętych kodem NC 1901 10
— *en portugais*:	Destinadas à produção de preparações alimentares do código NC 1901 10
— *en roumain*:	Destinat producției de preparate alimentare având codul NC 1901 10
— *en slovaque*:	Na výrobu potravinových prípravkov spadajúcich do kódu KN 1901 10
— *en slovène*:	Za proizvodnjo živilskih izdelkov z oznako KN 1901 10
— *en finnois*:	Tarkoitettu CN-koodiin 1901 10 kuuluvien elintarvikevalmisteiden valmistukseen
— *en suédois*:	Avsett för produktion av livsmedelsberedningar som omfattas av KN-nummer 1901 10.

▼**M2**

ANNEXE IV

Mentions visées à l'article 5, paragraphe 3, point b)

— *en bulgare*: Член 4 от Регламент (ЕО) № 2058/96

— *en espagnol*: Reglamento (CE) nº 2058/96 - artículo 4

— *en tchèque*: Článek 4 nařízení (ES) č. 2058/96

— *en danois*: Forordning (EF) nr. 2058/96 - artikel 4

— *en allemand*: Verordnung (EG) Nr. 2058/96 - Artikel 4

— *en estonien*: Määruse (EÜ) nr 2058/96 artikkel 4

— *en grec*: Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 2058/96 - άρθρο 4

— *en anglais*: Article 4 of Regulation (EC) No 2058/96

— *en français*: Règlement (CE) nº 2058/96 - article 4

— *en italien*: Regolamento (CE) n. 2058/96 - articolo 4

— *en letton*: Regulas (EK) Nr. 2058/96 4. pants

— *en lituanien*: Reglamento (EB) Nr. 2058/96 4 straipsnis

— *en hongrois*: A 2058/96/EK rendelet – 4. cikk

— *en maltais*: Artikolu 4 tar-Regolament (KE) Nru 2058/96

— *en néerlandais*: Verordening (EG) nr. 2058/96, artikel 4

— *en polonais*: Art. 4 rozporządzenia (WE) nr 2058/96

— *en portugais*: Regulamento (CE) n.º 2058/96 - artigo 4.º

— *en roumain*: Regulamentul (CE) nr. 2058/96, articolul 4

— *en slovaque*: Článok 4 nariadenia (ES) č. 2058/96

— *en slovène*: Člen 4 Uredbe (ES) št. 2058/96

— *en finnois*: Asetuksen (EY) N:o 2058/96 - 4 artikla

— *en suédois*: Förordning (EG) nr 2058/96 - artikel 4.